



# ASSEMBLÉE NATIONALE

12ème législature

## logement

Question au Gouvernement n° 2867

### Texte de la question

#### OCCUPATION D'UN GYMNASÉ A CACHAN

M. le président. La parole est à M. Michel Herbillon, pour le groupe UMP.

M. Michel Herbillon. Monsieur le ministre d'État, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire, depuis six semaines dans mon département du Val-de-Marne, le maire socialiste de Cachan ("*Hou !*" sur quelques bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire) et le président communiste du conseil général (*Protestations sur les bancs du groupe des député-e-s communistes et républicains*) organisent la présence d'environ 200 personnes dans un gymnase municipal de cette ville aux frais des contribuables locaux. (*Vives protestations sur les bancs du groupe socialiste et du groupe des député-e-s communistes et républicains.*)

M. le président. Je vous en prie mes chers collègues ! Laissez l'orateur s'exprimer !

M. Michel Herbillon. Vous m'empêchez de parler, messieurs, sans doute parce que mes propos vous gênent. (*Exclamations sur les mêmes bancs.*)

Ces élus ont même été jusqu'à proposer de délocaliser le squat, en réquisitionnant les anciens locaux du Commissariat à l'énergie atomique dans une autre ville du département, Limeil-Brévannes, avant que la justice ne les en empêche.

Des vedettes du show-business, en mal de publicité (*Protestations sur les bancs du groupe socialiste et du groupe des député-e-s communistes et républicains*) ...

M. Noël Mamère. Vous êtes nul !

M. Michel Herbillon. ...et des personnalités politiques se rendent dans le gymnase pour donner des leçons et montrer leur grand coeur. (*Exclamations sur les mêmes bancs.*)

Même si nous ne pouvons rester insensibles aux situations humaines difficiles que révèle cette affaire, les Français - j'en suis convaincu - désapprouvent cette attitude opportuniste qui consiste à profiter du malheur des gens. En effet, il ne saurait être question de céder aux pressions de ceux qui voudraient régulariser tous les étrangers en situation irrégulière. Ce serait envoyer un bien mauvais signal aux candidats à l'immigration illégale, qui viennent échouer, pour leur malheur, sur les rivages des Îles Canaries.

Monsieur le ministre d'État, ma question est simple : pouvez-vous préciser à la représentation nationale l'action de l'État à Cachan ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.*)

M. le président. La parole est à M. le ministre d'État, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire.

M. Nicolas Sarkozy, *ministre d'État, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire*. Monsieur Herbillon, j'ai fait évacuer le squat de Cachan parce qu'il y avait une décision de justice, et que ne pas exécuter une décision de justice, c'est ne pas respecter l'indépendance de la justice (*Vives protestations sur les bancs du groupe socialiste et sur plusieurs bancs du groupe des député-e-s communistes et républicains.* -

*Applaudissements sur de nombreux bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire*) - ce que je ne puis accepter.

J'observe que ce sont les mêmes parlementaires qui défilent, toute hypocrisie affichée, prétendant défendre l'indépendance de la justice qui nous demandent aujourd'hui de ne pas exécuter une décision de justice. (*Applaudissements sur de nombreux bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.* - *Protestations sur les bancs du groupe socialiste et du groupe des député-e-s communistes et républicains.*)

Monsieur Herbillon, ce n'est pas l'État, ce n'est pas le Gouvernement qui ont décidé, au mépris des conditions

élémentaires d'hygiène, d'installer ces malheureux dans un gymnase. C'est le maire socialiste de Cachan, qui a pensé faire un coup politique (*Vives exclamations sur les bancs du groupe socialiste*), en utilisant la misère de ceux à qui le Gouvernement proposait des hébergements. (*Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire. - Très vives protestations sur les bancs du groupe socialiste et du groupe des députés des député-e-s communistes et républicains.*) C'est une attitude irresponsable.

M. Jean-Yves Le Bouillonec. Je demande la parole !

M. le ministre d'État, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire. Nous sommes maintenant en présence d'hommes et de femmes qui souffrent. Nous sommes extrêmement vigilants sur le plan sanitaire. Je maintiens la proposition que M. le Premier ministre et moi-même avons faite. Nous trouverons une solution d'hébergement pour ceux qui sortiront du gymnase.

M. Maxime Gremetz. Sangatte !

M. le ministre d'État, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire. Mais je voudrais mettre chacun devant ses responsabilités. Il existe des associations politisées, irresponsables, qui utilisent la misère de malheureux (*Vives protestations sur les bancs du groupe socialiste*), en leur conseillant de rester dans un gymnase pour provoquer des problèmes politiques et non pas pour soulager une misère que chacun peut comprendre et dont chacun est solidaire. (*Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire. - Très vives protestations sur les bancs du groupe socialiste et du groupe des député-e-s communistes et républicains.*)

J'ajoute enfin que, en ce moment même, le dialogue semble avoir repris et la raison triompher. Toute personne légitimement émue par la situation de ces malheureux doit comprendre que l'offre d'une solution d'hébergement que Jean-Louis Borloo et moi-même avons faite est raisonnable. (*Exclamations sur les bancs du groupe socialiste et du groupe des député-e-s communistes et républicains.*)

Mais je veux m'adresser aussi à nos compatriotes. Il n'y a aucune raison, parce qu'on occupe un gymnase, que l'on passe devant des dizaines de milliers de nos compatriotes qui attendent un logement depuis longtemps et qui connaissent, eux aussi de grandes difficultés. (*Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.*)

Voilà pourquoi monsieur Herbillon, j'ai bon espoir que la raison finisse par triompher. En tout cas, du côté du Gouvernement, nous voulons soulager la misère, et non pas l'exploiter. (*Applaudissements sur de nombreux bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire et sur quelques bancs du groupe Union pour la démocratie française. - De nombreux députés du groupe socialiste se lèvent et protestent vivement. - Protestations sur les bancs du groupe des député-e-s communistes et républicains.*)

M. Jean-Marc Ayrault et M. Jean-Yves Le Bouillonec. Rappel au règlement !

M. le président. Il n'y a pas de rappel au règlement, au cours des questions au Gouvernement. (*De nombreux députés du groupe socialiste, debout, continuent de protester avec véhémence. - Exclamations sur les bancs du groupe des député-e-s communistes et républicains.*)

Je vous demande, mes chers collègues, de vous calmer et de vous asseoir.

## Données clés

**Auteur :** [M. Michel Herbillon](#)

**Circonscription :** Val-de-Marne (8<sup>e</sup> circonscription) - Union pour un Mouvement Populaire

**Type de question :** Question au Gouvernement

**Numéro de la question :** 2867

**Rubrique :** Étrangers

**Ministère interrogé :** intérieur et aménagement du territoire

**Ministère attributaire :** intérieur et aménagement du territoire

## Date(s) clé(s)

**Question publiée le :** 4 octobre 2006

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du 4 octobre 2006